COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

Distr. RESTREINTE
SR/TM/1
13 septembre 1951
ORIGIN/L : FRANCAIS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE D'UNE SEANCE ENTRE LA COMMISSION DE
CONCILIATION ET LES DELEGATIONS DES GOUVERNEMENTS ARABES

tenue à l'Hotel de Crillon, Paris, le jeudi
13 septembre 1951, à 11 heures

SOMMAIRE

- Ouverture de la conférence
- Déclaration du Président de la Commission

PRESENTS

<u>Président</u> :	M. PALMER	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres</u> :	M. MARCHAL	France
	M. ARAS	Turquie
<u>Suppléants</u> :	M. BARCO	Etats-Unis d'Amérique
	M. de NICOLAY	France
<u>Secrétariat</u> :	M. de AZCARATE	Secrétaire principal

Egalement présents :

S.E. ABDEL MONEM MOSTAFA BEY	-	Egypte
S.E. AHMED BEY DAOUK	-	Liban
S.E. FAWZI PACHA MULKI	-	Royaume Hachémite de Jordanie
M. AHMAD CHOUKAIRI	-	Syrie

OUVERTURE DE LA CONFERENCE
Déclaration du Président de la Commission

Le PRESIDENT fait la déclaration d'ouverture suivante :

"En ma qualité de Président de la Commission de conciliation pour la Palestine, j'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter, au moment où s'ouvre à Paris la conférence à laquelle vous venez participer, les souhaits de bienvenue de la Commission.

L'acceptation de notre invitation par les gouvernements des cinq Etats renforce notre conviction que les signataires des Conventions d'Armistice ont le désir sincère de favoriser le rétablissement d'une paix permanente en Palestine.

Ces engagements, contractés voici bientôt trois ans, avaient un double objectif : mettre fin à une guerre acharnée et préparer la voie à une paix durable dans un pays qui, pour trois des grandes religions mondiales, est une Terre sacrée.

Le premier objectif a été atteint : on a mis un terme aux hostilités. En revanche, peu de progrès ont été réalisés en ce qui concerne le deuxième objectif, c'est-à-dire l'élaboration d'un règlement pacifique des problèmes qui divisent les cinq Etats.

La présente conférence, à laquelle votre participation continuera d'apporter, nous l'espérons bien, un encouragement à nos efforts, a pour but de rechercher, par la médiation, une solution des problèmes que l'on peut, à notre sens, grouper en deux catégories générales : a) ceux qui intéressent, au premier chef, les droits et le statut des personnes, et b) ceux qui intéressent, au premier chef, les droits, obligations et relations des Etats.

La première catégorie comprend entre autres questions : le rapatriement, la compensation et la réintégration des réfugiés; les demandes d'indemnisation pour dommages subis du fait des hostilités ainsi que le règlement du problème des comptes bloqués.

A la deuxième catégorie appartiennent notamment les problèmes suivants : la délimitation des lignes de démarcation et des frontières; les zones démilitarisées et les "no man's land"; les questions relatives à l'utilisation de ports francs; les droits en matière de régime des eaux, les droits de pêche et de navigation; les communications et télécommunications; et d'autres problèmes tels que ceux des stupéfiants, de la contrebande et du contrôle sanitaire.

Un grand nombre de ces problèmes ont déjà fait l'objet de discussions entre la Commission et les Parties, au cours des trois dernières années. En un certain sens, ces discussions ont été utiles. Elles ont permis de dégager parfaitement les points de vue, les aspirations, et les idées des Parties. Mais le moment est maintenant venu de tirer de ces points de vue, de ces aspirations et de ces idées qui ont été ainsi clairement exposés, des déductions concrètes. C'est là précisément la tâche qu'a entreprise la

Commission en assumant, au cours de la présente conférence, ses fonctions de médiation et en s'offrant à présenter aux Parties des propositions concrètes.

L'équité et le sens des réalités sont les deux considérations qui ont guidé la Commission dans la rédaction des propositions qu'elle soumet. Nous avons voulu tenir compte de toutes les opinions exprimées par les Parties au cours des trois dernières années ainsi que des réalités politiques, sociales et économiques que nous avons, pour notre part, observées. Nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait considérer le problème de la Palestine dans son ensemble et en rechercher la solution dans un esprit équitable et réaliste par des concessions réciproques.

En considérant le problème de la Palestine dans son ensemble, nous suivons la voie que l'Assemblée nous a tracée. La résolution de l'Assemblée qui régit les activités de la Commission - et dans le cadre de laquelle vous collaborez avec nous - souligne le caractère général du problème de la Palestine. En rédigeant nos propositions de médiation, pour examen au cours de la conférence, nous avons dû garder présentes à l'esprit les instructions de l'Assemblée générale qui nous commandent d'aider les Parties et les autorités intéressées à régler, de façon définitive, toutes les questions sur lesquelles elles ne se sont pas mis d'accord. Je suis persuadé qu'en étudiant nos propositions, vous vous souviendrez que l'Assemblée, dans la même résolution, a invité les Parties à rechercher un accord par voie de négociations, en vue d'un règlement définitif de toutes les questions en suspens. Il est impossible de ne pas saisir le sens de cet appel et d'ignorer le fait que la résolution souligne nettement l'interdépendance des divers éléments du problème de la Palestine. L'expérience a démontré que la procédure consistant à s'attacher particulièrement à l'étude de tel ou tel alinéa de la résolution, isolé de son contexte, n'a pas contribué à faciliter l'établissement de la paix en Palestine. Chacun des éléments du problème a son importance mais ne trouve d'application pratique que dans la mesure où un plan d'ensemble les relie les uns aux autres. Par exemple, la résolution nous invite à faciliter le rapatriement, la réinstallation et la réhabilitation des réfugiés et nous n'avons pas perdu de vue cette directive dans la rédaction des propositions que nous présentons à cette conférence. Nous n'avons pas, non plus, perdu de vue la directive que contient cette même résolution et qui nous invite à rechercher des accords entre les gouvernements en vue de faciliter le développement économique de la région, par l'élaboration, entre autres, de dispositions concernant le libre accès aux ports et aérodrômes, et l'utilisation de moyens de communication et de transport. D'une part, un véritable développement économique ne peut prendre place dans une région où se trouvent des centaines de milliers de réfugiés pour qui l'avenir est incertain et dont la situation sociale est mal définie; d'autre part, il n'est pas possible d'installer de façon stable les réfugiés - et ceci est également vrai pour ceux qui ne sont pas des réfugiés - dans une région dont l'économie est nettement insuffisamment développée.

Il me semble que l'interdépendance de tous les aspects du problème est si évidente qu'on ne peut l'ignorer. La Commission

de conciliation, pour sa part, ne l'a pas ignoré quand elle a élaboré les propositions de médiation qu'elle présentera au cours de cette conférence. En rédigeant cette proposition, nous avons considéré que toute solution de la question des réfugiés entraînera de la part d'Israël des engagements importants. Mais nous avons également considéré que l'on ne pouvait demander à Israël de prendre des engagements de cette nature tant qu'il ne recevrait pas en même temps des assurances raisonnables de la part de ses voisins en ce qui concerne sa sécurité nationale et économique.

La solution du problème des réfugiés que propose la Commission prévoit le rapatriement et l'intégration de certains d'entre eux en Israël et l'installation d'autres réfugiés dans les pays arabes.

Ce programme nécessite la mise en valeur de nouvelles terres par le moyen de l'irrigation et d'autres travaux et par des accords entre les Parties au sujet de l'utilisation des eaux. Ces accords, à leur tour, impliquent des révisions ou des extensions des Conventions d'Armistice ainsi que certains arrangements économiques appropriés.

L'on ne pourra faire de progrès positifs dans la voie d'une solution de vos problèmes que si toutes les Parties expriment, dès le début de nos négociations présentes, leur détermination de respecter le droit d'autrui à la sécurité, de s'abstenir de toute attaque, de tout acte hostile ou de guerre les unes contre les autres, et de favoriser le retour à une paix permanente en Palestine.

C'est de ces considérations que s'inspirent les propositions d'ensemble que la Commission vous présentera pour servir de cadre aux travaux de cette conférence. A l'occasion de cette première séance, ici, avec vous, mes collègues et moi-même nous sommes efforcés de vous exposer le cadre général des propositions que nous désirons vous présenter lorsque vous aurez eu, à notre prochaine réunion, l'occasion de répondre à la présente déclaration. Nous pensons que vous comprendrez nos sentiments lorsque nous disons que l'utilité de nos propositions dépendra non seulement de la mesure dans laquelle ces propositions offriront des possibilités de progrès, mais également de la mesure dans laquelle nous pourrions collaborer et exploiter au mieux ces possibilités.

Voici bientôt trois ans que l'Assemblée générale a formulé une politique des Nations Unies pour le règlement des problèmes qui découlent du conflit de Palestine. En dépit d'efforts successifs déployés pour rechercher ce règlement, nous n'avons pas encore fait de progrès, qui à première vue, soient apparents. Sans essayer de déterminer la responsabilité première de cet échec, nous devons tous reconnaître aujourd'hui que nous avons le devoir d'attaquer solidairement ces problèmes dans un nouvel esprit de détermination, de réalisme et d'honnêteté. Nous devons tous espérer résoudre les problèmes dont nous nous occupons et apporter notre contribution entière à cette solution. Il est évidemment très facile de passer en revue les activités des trois dernières années et de demeurer sceptique. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est une détermination nouvelle, une foi nouvelle, une bonne volonté nouvelle. Le résultat

des efforts que nous allons entreprendre est trop important pour que nous puissions nous laisser aller à des hésitations, à un manque de volonté ou d'espoir dans notre participation à la conclusion d'une solution équitable. La Commission de conciliation est prête et est décidée à apporter sa propre contribution. Ce faisant, elle compte sur votre compréhension et sur votre collaboration pleine et entière."

Son Excellence ABDEL MONEM MOSTAFA BEY (Egypte) remercie le Président des paroles de bienvenue qu'il a adressées aux représentants des Gouvernements arabes. La déclaration que vient de faire le Président mérite d'être examinée avec soin car elle contient plusieurs éléments qui appellent des commentaires; Mostafa Bey se réserve le droit d'exposer plus tard l'attitude de sa délégation vis-à-vis de cette déclaration.

Il se félicite que la Commission puisse enfin faire œuvre de médiation. Il rappelle qu'à Lausanne les Gouvernements arabes ont présenté, après y avoir été invités par la Commission, des propositions fondées sur le Protocole de Lausanne du 12 mai 1949; Israël présenta également des propositions; la Commission qualifia ces propositions d'excessives; les délégations arabes ont alors demandé à cette dernière de présenter des contre-propositions.

La question en est restée là jusqu'à ce que la Commission envisage la présente conférence. Mostafa Bey approuve le rôle de médiation mais précise que cette médiation doit reposer sur certains principes énoncés dans les résolutions de l'Assemblée générale. Il est réconfortant d'apprendre que la Commission a préparé les propositions qu'elle a l'intention de présenter dans un esprit de justice et de réalisme. Toutefois, Mostafa Bey fait observer qu'il ne peut encore se prononcer sur le réalisme de ces propositions; en effet, si ce réalisme doit se traduire par la sanction d'un fait accompli et d'une violation de droits, il est impossible de l'accepter. Il donne à la Commission l'assurance qu'il collaborera entièrement avec elle dans la recherche d'une solution

juste et durable de la question de Palestine.

Son Excellence FAWZI PACHA MULKI (Royaume Hachémite de Jordanie) s'associe au représentant de l'Egypte et réitère les remerciements que ce dernier a adressés à la Commission. Il fait observer que sa délégation a toujours fait preuve d'esprit de collaboration dans la recherche d'une solution des problèmes en suspens. Les Gouvernements arabes ont toujours souhaité voir la Commission jouer un rôle de médiation au lieu de se borner à servir de "boite aux lettres". Le Gouvernement de la Jordanie escompte que cette médiation s'effectuera dans le cadre des résolutions de l'Assemblée générale. Fawzi Pacha Mulki déclare que le discours d'ouverture du Président mérite d'être étudié avec soin et il admire la Commission pour la persévérance dont elle a fait preuve au cours des dernières années et souhaite que la présente conférence soit plus fructueuse que les précédentes.

Son Excellence AHMED BEY DAOUK (Liban) se joint au représentant de l'Egypte pour remercier la Commission de son accueil et il appuie les remarques préliminaires qu'il a formulées, en exprimant l'espoir qu'il en sera tenu compte afin qu'une collaboration étroite dans les travaux permette d'aboutir à une solution équitable et durable de la question.

M. AHMAD CHOUKAIRI (Syrie) appuie les observations formulées par les représentants de l'Egypte, de la Jordanie et du Liban et juge de son devoir d'exposer brièvement sa réaction en présence de la déclaration du Président. Cette déclaration contient certains éléments qui sont étrangers à la résolution de l'Assemblée générale de 1948 qui fixe le mandat de la Commission. Il se réserve le droit de revenir ultérieurement sur cet aspect de la question et d'exposer le point de vue de sa délégation d'une manière plus détaillée.

Le PRÉSIDENT remercie, au nom de la Commission, les délégations des Gouvernements arabes de la manière cordiale dont ils ont accueilli sa déclaration d'ouverture. Les membres de la Commission ont écouté avec un grand intérêt les remarques préliminaires qu'ont formulées les quatre délégations et escomptent que ces dernières exposeront leurs points de vue d'une manière plus détaillée à la prochaine réunion de la Commission et des délégations des pays arabes.

Le Président propose que cette prochaine réunion ait lieu le lundi 17 septembre dans le courant de la matinée.

Il en est ainsi décidé.

Son Excellence ABDEL MONEM MOSTAFA BEY (Egypte) fait observer que le terme "conférence" est utilisé pour désigner la présente session de la Commission; il se demande si cette innovation est bien nécessaire, étant donné qu'il s'agit simplement, en fait, d'une continuation des réunions de la Commission.

Le PRÉSIDENT signale que ce mot est écrit sans majuscule et ne désigne pas, par conséquent, un événement spécial. Il est employé au sens propre du terme et ne signifie autre chose que "réunion".

La séance est levée à 12 heures 15.